Loi

du 9 mai 1974

d'application du code pénal

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le code pénal suisse du 21 décembre 1937 ;
Vu le message du Conseil d'Etat du 2 avril 1974 ;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète :

TITRE PREMIER

Contraventions de police

CHAPITRE PREMIER

Partie générale

Art. 1

Sont réputées contraventions de police les actes et omissions passibles, selon la législation cantonale de police, des arrêts ou de l'amende.

Art. 2

¹ Les contraventions de police sont réprimées conformément aux dispositions de la présente loi et des autres lois et arrêtés cantonaux.

² Lorsque la législation cantonale antérieure à l'entrée en vigueur du code pénal prévoit la peine de prison ou d'emprisonnement, celle-ci est remplacée par les arrêts.

Art. 3

¹ La première partie du livre premier ainsi que les articles 103 à 109 du code pénal sont applicables aux contraventions de police.

² Toutefois, la complicité est toujours réprimée et le minimum de l'amende est de vingt francs.

³ L'article 55 du code pénal sur l'expulsion est applicable lorsqu'il s'agit de vagabondage ou de mendicité (art. 9 de la présente loi).

Art. 4

Seules les contraventions de police commises sur le territoire du canton sont réprimées par le droit fribourgeois.

Art. 5

Sauf disposition contraire, les contraventions de police sont punissables même quand elles sont commises par négligence.

CHAPITRE II

Partie spéciale

Art. 6

Celui qui ne prête pas secours à une personne en danger de mort, bien qu'en raison des circonstances ce secours puisse être raisonnablement exigé de lui, est puni d'arrêts ou d'amende.

Art. 7

Celui qui, dans le dessein de se l'approprier sans droit, soustrait du bois sur pied ou des produits agricoles ou horticoles non récoltés, de peu de valeur, est puni d'arrêts ou d'amende.

Art. 8

Est puni d'arrêts ou d'amende :

1. celui qui contrevient aux prescriptions et mesures édictées par l'autorité pour maintenir ou rétablir l'ordre ;
2. celui qui contrevient aux ordres ou aux mesures de police sur la sécurité, la tranquillité, la commodité, la salubrité ou la propreté des rues, chemins et places publiques ou la sûreté des habitants ;
3. celui qui, requis par la police de lui prêter assistance en cas d'urgence, refuse, sans motif, son concours ;
4. celui qui, sur la sommation justifiée d'une autorité ou d'un fonctionnaire de police, refuse de donner son nom, son adresse ou

d'autres renseignements d'identité, donne un faux nom ou de faux renseignements ;

- 4^{bis} celui qui porte sans droit l'uniforme de la police cantonale ou revêt intentionnellement des vêtements pouvant prêter à confusion avec cet uniforme ;
5. ...
6. celui qui, en causant du désordre ou du tapage, trouble la paix et la tranquillité des habitants ;
7. celui qui ne prend pas les mesures propres à éviter que les cris d'animaux dont il a la garde importunent les habitants ;
8. celui qui jette des pierres ou d'autres matières sur les personnes ;
9. celui qui, sans autorisation, tire des coups de feu ou allume des pièces d'artifice à proximité des bâtiments ou des choses inflammables ;
10. celui qui, intentionnellement, enlève ou lacère une affiche officielle ou qui la rend, en tout ou en partie, inintelligible ;
11. celui qui, intentionnellement, salit une affiche officielle, un mur, un édifice ou une clôture, même par des dessins ou des inscriptions.

Art. 9

Est puni d'arrêts ou d'amende :

1. celui qui se livre par fainéantise au vagabondage ;
2. celui qui, par fainéantise ou cupidité, mendie ou envoie mendier des enfants ou des personnes sur lesquelles il a autorité.

Art. 10

¹ Celui qui, publiquement, fait une collecte non autorisée par une loi ou par le Conseil d'Etat, est puni d'arrêts ou d'amende.

² Cette disposition n'est pas applicable aux collectes faites dans les édifices du culte.

Art. 11

Est puni d'arrêts ou d'amende :

1. celui qui, dans un but de lucre, exploite la crédulité d'autrui en prédisant l'avenir, en expliquant les songes, en tirant les cartes, en prétendant évoquer les esprits ou d'une autre manière analogue ;
2. celui qui, publiquement, fait des offres semblables ;

3. celui qui, sans la permission de l'autorité compétente, organise publiquement une loterie ou tout autre jeu de hasard.

Art. 12

Celui qui, ayant tué ou blessé une personne alors qu'il était en état de légitime défense ou de nécessité, n'annonce pas le fait, dans le plus bref délai, au juge d'instruction est puni d'arrêts ou d'amende.

Art. 13

Est puni d'arrêts ou d'amende :

1. celui qui, sans mandat de l'autorité ou sans l'autorisation de l'ayant droit, confectionne des clefs de maison ou des clefs pour des chambres ou des meubles déterminés ;
2. celui qui fournit imprudemment des passe-partout.

Art. 14

Est puni d'arrêts ou d'amende :

1. celui qui, sans autorisation de la police, détient des animaux sauvages dangereux ou qui ne prend pas les mesures voulues pour les empêcher de nuire ;
2. celui qui, en excitant, en effrayant un animal, en ne le retenant pas, s'il en a la garde, met en danger des personnes ou des animaux ;
3. celui qui laisse un chien en liberté sur la voie publique ;
4. celui qui laisse un chien méchant en liberté.

TITRE II**Contraventions de droit cantonal administratif, fiscal et de procédure****Art. 15**

Sauf disposition contraire, les articles 1 à 5 de la présente loi sont applicables aux contraventions de droit cantonal administratif, fiscal et de procédure (art. 335 ch. 1 al. 2 et ch. 2 du code pénal).

TITRE III**Procédure****Art. 16**

¹ L'autorité compétente visée aux articles 38, 42, 43, 44, 45, 54, 55, 100^{bis} et 100^{ter} du code pénal est la Direction en charge de l'exécution des peines¹⁾.

² L'autorité compétente pour l'application des articles 119 et 120 du code pénal est désignée par voie d'ordonnance.

¹⁾ *Actuellement : Direction de la sécurité et de la justice.*

Art. 17

¹ Sous réserve de l'article 80 de la loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs ainsi que des règles concernant la dette alimentaire (art. 328 du code civil), les frais d'exécution des peines et des mesures sont supportés par l'Etat, lorsque ni le condamné, ni ses parents s'il est mineur, ne sont en état de les payer en tout ou en partie.

² Les articles 44 à 46 de la loi du 17 juillet 1951 sur l'assistance sont applicables.

Art. 18

Sont habilités à porter plainte pour violation d'une obligation d'entretien les conseils communaux des communes auxquelles incombent les charges de l'assistance, le Service de l'action sociale lorsque l'Etat assume lui-même ces charges, le Service de la prévoyance sociale et les justices de paix.

Art. 19

La Cour d'appel pénal est compétente pour accorder la réhabilitation (art. 77 à 79 et 80 ch. 2 du code pénal).

Art. 20

Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'application de la législation fédérale sur le casier judiciaire.

Art. 21 à 21b

...

Art. 22

¹ Le droit de grâce est exercé par le Grand Conseil dans les causes jugées par les autorités cantonales en application du code pénal, d'une autre loi fédérale ou du droit cantonal.

² Le recours en grâce, qui doit être motivé, est adressé au Conseil d'Etat au moins deux mois avant l'ouverture d'une session ordinaire du Grand Conseil, faute de quoi il est examiné à la session suivante.

³ Le Conseil d'Etat transmet le recours au Grand Conseil après que le Service de l'exécution des peines a pris tous les renseignements utiles.

⁴ Le Service de l'exécution des peines peut ordonner la suspension provisoire de la peine prononcée, jusqu'à droit connu sur le recours en grâce, notamment lorsqu'à défaut de cette mesure la grâce serait rendue illusoire.

Art. 22a

L'autorité cantonale compétente visée à l'article 49 al. 2 de la loi fédérale sur le droit pénal administratif est le président de l'Office des juges d'instruction.

Art. 22b

¹ L'autorité compétente pour prendre la mesure prévue à l'article 60 al. 3 du code pénal est le magistrat ou le président du tribunal qui a connu de la cause.

² A l'appui de sa demande, le lésé doit produire le jugement ou la convention établissant le montant des dommages et intérêts dus par l'auteur de l'infraction.

³ La procédure est gratuite.

⁴ Lors du jugement, le juge informe le lésé du prescrit de l'article 60 du code pénal.

TITRE IV**Exécution des peines et des mesures de sûreté****Art. 23**

¹ Les peines privatives de liberté ainsi que les mesures de sûreté, à l'exception du traitement ambulatoire, seront exécutées dans les établissements et sections d'établissements prévus à cet effet.

² Les dispositions concordataires contraires sont réservées.

Art. 24

Le Conseil d'Etat édicte les dispositions nécessaires à l'organisation du patronage (art. 379 du code pénal) et, dans la mesure prévue par le code de procédure pénale, celles qui sont relatives à l'exécution des décisions des autorités pénales.

TITRE V**Dispositions finales****Art. 25**

¹ Sont abrogés :

- a) la loi d'application du code pénal suisse pour le canton de Fribourg du 7 février 1940 (LA CP) révisée par :
 - l'article 3 de la loi du 9 mai 1944 révisant partiellement le code de procédure pénale et la LA CP,
 - l'article 172 de la loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire,
 - les articles 99 et 100 ch. 2 de la loi du 28 avril 1950 sur la juridiction pénale des mineurs,
 - la loi du 25 novembre 1952 complétant la LA CP,
 - la loi du 17 novembre 1965 modifiant l'article 28 LA CP,
 - l'article premier de la loi du 7 décembre 1967 concernant la modification du tarif, la perception et la répartition des amendes et
 - la loi du 6 février 1969 modifiant l'article 32 LA CP (demande en grâce) ;
- b) les articles 48 à 52 de la loi du 11 mai 1891 concernant l'exécution de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite ;
- c) les lettres a et c de l'article 2 de la loi du 15 juillet 1966 sur l'exercice des droits politiques ;
- d) le chiffre 2 de l'article 58 de la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat.

² L'article 2 de la loi du 7 décembre 1967 concernant la modification du tarif, la perception et la répartition des amendes est modifié comme suit :

...

Art. 26

Le Conseil d'Etat est chargé de publier la présente loi et de fixer la date de son entrée en vigueur.¹⁾

1) Date d'entrée en vigueur : 1^{er} septembre 1974 (ACE 16.7.1974).

Approbation

Cette loi a été approuvée par le Conseil fédéral le 4.7.1974.